

Les syndicats invitent le ministère à retravailler ses propositions pour la rentrée

3-4 minutes

Comment les écoles et les établissements vont-ils se retrouver après l'assassinat de Samuel Paty ? Comment refaire école ? Le ministère a présenté le 22 octobre un projet de cadrage qui ne convient pas aux syndicats. Ils demandent de laisser du temps et de la liberté pédagogique aux équipes. Une seconde réunion de travail sera nécessaire.

Banaliser une partie de la matinée



"On a insisté tous sur le besoin d'un temps pour partager nos émotions, poser nos questions sur la façon dont S Paty a été accompagné, réfléchir à comment on va s'organiser avec les élèves et les laisser s'exprimer". Le 22 octobre, à l'issue d'une matinée de travail avec le ministère, l'avis de Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes Fsu, est partagé par les autres syndicats présents. La proposition du ministère ne convient pas.

Le ministère semble accepter cette idée d'un temps d'échange entre professeurs avant l'accueil des élèves. La question est son organisation. Par exemple il suppose une adaptation des transports scolaires en zone rurale. Mais toutes les organisations y tiennent. Les enseignants ne se seront pas vus avant le 2 novembre et il est fondamental qu'ils puissent échanger sur l'événement et ce qu'il implique pour eux dans leur établissement. "Le ministère semble

résolu à permettre du temps banalisé lundi matin", estime Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen Cfdt. Mais ça ne serait qu'une partie de la matinée.

Un cadrage trop strict

Le ministère a prévu un second temps. Et c'est là que ça coince le plus. Le ministère demande aux enseignants d'accueillir chaque classe avec deux adultes, de leur lire un texte ou faire regarder une vidéo envoyés par le ministère avant un temps d'échange avec les élèves.

"C'est tellement séquencé, avec un contenu venu du ministère, qu'on ne voit pas comment les équipes peuvent en faire quelque chose d'éducatif", estime C Nave Bekhti. "Notre travail c'est de choisir les ressources sur lesquelles on s'appuie pour travailler avec les élèves". Stéphane Crochet, secrétaire général du Se Unsa, regrette "un cadrage tellement strict que chacun va se demander comment mettre en oeuvre. Il ajoute une dose de pression". F. Rolet rappelle que les syndicats avaient demandé un cadrage. "Mais il est trop prescriptif et n'est pas approprié à tous les âges". Demander au professeur principal de prendre la classe et qu'il y ait deux adultes par classe n'est évidemment pas adapté aux écoles.

Il y aurait un 3ème temps d'hommage collectif sous forme d'une minute de silence. "Il ya débat sur la présence des élus", dit F Rolet. "Il nous semble que si c'est une demande de certaines équipes ça peut se faire. Mais il ne faut pas l'imposer car des élus peuvent apporter des idées contraires aux valeurs de l'Ecole". Il semble là aussi que le ministère entende l'argument.

"L'atmosphère est constructive", dit F Rolet. Et les autres syndicats pensent aussi qu'un accord soit finalement trouvé avec le ministère. Pour le moment le "cadrage strict" promis par Blanquer ne convient pas.

F Jarraud